

Président

Olivier Coutard

Membres de la section

Pablo Bilbao
 Nadine Cattan
 Sylvette Deneffe
 Sandrine Depeau
 Vincent Gouëset
 Françoise Gourmelon
 Christophe Imbert
 Claude Jacquier
 Corinne Larrue
 Bénédicte Michalon
 Olivier Pissoat
 Monique Poulot
 Joëlle Smadja
 Bernard Tallet
 Jean-Paul Thibaud
 Jean-Pierre Traisnel
 Anne Tricot
 Brice Trouillet
 Stéphanie Vermeersch
 Christine Voiron

1 - ETAT DES LIEUX

La communauté scientifique de la section 39 (dénommée « section 39 » dans la suite du texte) s'attache à l'étude de l'organisation, du fonctionnement et de l'évolution des territoires, dans leurs interactions avec les systèmes sociaux et, de manière croissante, avec les écosystèmes. Plus largement, elle contribue au développement d'une intelligence spatialisée des phénomènes sociaux prenant en compte l'importance de la localisation, des variations dans l'espace, des liens entre échelles et entre niveaux d'organisation, ainsi que la temporalité des dynamiques spatiales et l'articulation des échelles temporelles.

La section se caractérise par des liens forts avec l'université, grâce à la forte présence des enseignants-chercheurs au sein de ses unités, et par sa très large interdisciplinarité. Bien que la section soit résolument ancrée dans le champ des sciences humaines et sociales, nombre de ses questionnements, de ses chercheurs et de ses équipes se situent à l'articulation avec d'autres champs disciplinaires, en particulier les sciences de l'environnement.

En juin 2010, la section 39 compte sur le territoire national 39 unités de recherche de tous statuts (UMR, FRE, UPR, ERL, UMS), auxquelles s'ajoutent une UMI, 11 USR en France (notamment certaines MSH), 13 USR à l'étranger (en soutien aux UMIFRE), ainsi que 9 Fédérations de recherche ou GDR (Groupements de recherche). Les unités rassemblent 1630 chercheurs et enseignants-chercheurs, dont 280 chercheurs CNRS (soit 17%, ratio supérieur à celui relatif à l'ensemble des SHS), et 421 IT dont 260 ITA CNRS. Le ratio ITA CNRS / Chercheur CNRS atteint 93%, en baisse tendancielle significative (109 % en 2004), ce qui constitue une évolution préoccupante notamment en raison de la pyramide des âges des ITA.

Les 28 unités (UMR, UPR, ERL, FRE) relevant à titre principal de la section 39 représentent 1400 personnes, dont l'âge moyen est de 49 ans. Les femmes comptent pour 39% de l'ensemble, mais seulement 35% des chercheurs et enseignants-chercheurs alors qu'elles représentent 56% des ITA et IATOS.

Dans la pyramide des âges, pour les hommes et plus nettement encore pour les femmes, une classe creuse se distingue (55-60 ans), qui résulte d'une faiblesse des recrutements des années 1985-1990. Ce déficit pèse actuellement sur les prises de responsabilité dans les unités.

Méthode d'élaboration du rapport

Une enquête auprès des unités relevant de la section a permis d'amorcer la réflexion en donnant une image partielle

mais riche d'enseignements sur les positionnements, stratégies, thématiques et méthodologies de recherche d'une partie des unités, et sur les questions vives dans le champ de la section. Cette enquête a été menée par questionnaire adressé par voie électronique aux directeurs d'unité. 27 réponses ont été reçues, en provenance des deux tiers des unités relevant de la section 39 sur le territoire national. Au cours d'une assemblée générale (le 30 septembre 2009), a été amorcée une réflexion collective, qui s'est poursuivie plus classiquement au sein de la commission.

Les principales disciplines représentées dans les unités de la section sont la géographie (présente dans presque toutes les unités), la sociologie (dans les deux tiers), l'aménagement et l'urbanisme, l'architecture, l'anthropologie, les sciences politiques (chacune concernant la moitié des unités environ), l'économie, l'ethnologie (dans une unité sur trois) et la psychologie. Les rapprochements s'opèrent non seulement à partir de méthodes ou d'objets empiriques communs, mais aussi d'approches, de théories et de corpus conceptuels de plus en plus partagés. Ils sont également favorisés par la circulation des idées avec des communautés scientifiques étrangères, anglophone notamment.

Cette pluridisciplinarité importante s'accompagne d'une diversité de méthodes, qui incluent les outils de l'analyse spatiale, l'étude des acteurs et de leurs représentations, l'analyse des images et de l'iconographie, l'étude des textes et des archives. On peut souligner la prégnance croissante des approches qualitatives, comparatives et pluridisciplinaires.

Les grandes thématiques de recherche sont relativement stables (cf. *infra*). On peut noter une accentuation des travaux sur les dynamiques territoriales, les articulations des espaces-temps, les changements environnementaux, les risques et la vulnérabilité des espaces et des sociétés, le « bien-être » (cadre de vie, ambiances, esthétique, créativité...), certains travaux intégrant également désormais l'échelle du corps.

Les questions relatives aux espaces ruraux, aux différents usages des sols et aux conflits afférents, à l'alimentation et l'agriculture, pourraient être plus développées compte tenu des enjeux socio-politiques majeurs sous-jacents. Le thème du genre (en référence aux *gender studies* et à la *gender geography*) est encore peu présent, en comparaison de la place qu'il occupe dans les recherches anglosaxonnes. La remarque vaut d'ailleurs pour d'autres champs des *cultural studies*, même si les thématiques qui sont au cœur des études post-coloniales, comme l'identité ou l'ethnicité, font l'objet d'un intérêt croissant.

Les villes et les régions urbaines (ré)émergent comme des instances politiques majeures susceptibles d'inventer de nouvelles formes de régulation à l'échelle planétaire, ce qui dessine un territoire prometteur pour des recherches à venir. Le développement durable comme « paradigme » a cédé la place à des questionnements plus circonscrits sur les implications socio-spatiales des changements environnementaux planétaires et des ruptures et transitions afférentes, d'ordre démographique, énergétique ou

environnemental, en termes de modes de vie, ou encore d'ordre sociotechnique (essor des techniques urbaines « vertes » de gestion de l'eau, de l'énergie, des déchets, de la mobilité, etc.). Enfin, l'étude des liens entre les systèmes urbains (ou les sociétés urbaines) et leur environnement à différentes échelles spatiales et temporelles constitue un champ de recherche en plein essor, que le PIRVE (programme interdisciplinaire de recherche Ville et Environnement) s'attache à structurer.

2 - THEMES STRUCTURANTS : BILANS ET PERSPECTIVES

2.1 - ENVIRONNEMENT ET SOCIETE

Le thème de l'environnement a vu son importance s'accroître considérablement dans les recherches en sciences humaines et sociales au cours de la dernière décennie. Les travaux de la section apportent une contribution spécifique à ce champ de recherche en appréhendant les milieux dans leurs composantes « physique » (au sens géographique du terme), humaine, sociale et sensible, même si ces dimensions demeurent inégalement articulées dans les travaux particuliers.

La notion d'impact, dominante dans les années 1980, a cédé le pas à celle d'interactions. Dans un schéma circulaire, les sociétés humaines s'exposent aux conséquences des dégradations écologiques et du forçage climatique qu'elles génèrent. Au nom du développement durable, la prise en charge de la question environnementale s'opère désormais à tous les niveaux territoriaux. La durabilité semble aujourd'hui moins un concept qu'un opérateur de conduites collectives : polysémique et toujours controversé, le développement durable a néanmoins fait l'objet d'un effet d'assimilation dans les pratiques individuelles et collectives. Mobilisations sociales et « jeux » politiques contribuent à forger les priorités entre la lutte contre le changement climatique, le maintien de la biodiversité et autres choix collectifs afférents aux changements environnementaux à l'œuvre à l'échelle planétaire.

Les débats épistémologiques entourant la problématique environnementale ont cependant favorisé les transformations des concepts et l'apparition de nouveaux paradigmes. S'appuyant entre autres sur les approches (quasi) expérimentales issues des sciences écologiques, des approches plus intégrées se développent, articulant les dimensions physiques et sociales, les échelles spatiales et temporelles, les grands champs d'action collective. De façon plus émergente, l'étude de l'adaptation aux changements environnementaux s'appuie désormais également sur ce que l'on pourrait nommer des « paradigmes de la création », mettant en exergue les notions d'acteurs, d'*empowerment*, de compétence environnementale, d'engagement éthique et esthétique ou encore de prospective environnementale.

Risques, vulnérabilité

Les risques et la vulnérabilité des territoires sont des thèmes fortement investis par la section 39. Les travaux

menés s'inscrivent dans un mouvement général au sein des sciences cindyniques de remise en cause de la distinction radicale entre risques « naturels » et « technologiques ». Dans un contexte scientifique et sociopolitique qui met en avant les « changements environnementaux planétaires », et notamment les changements climatiques, l'étude de la capacité d'adaptation des territoires et des sociétés prend un relief particulier.

Un ensemble de recherches actuelles sur les formes urbaines ou, plus largement sur l'organisation des systèmes territoriaux, porte ainsi sur les questions de résilience, entendue comme la capacité d'un système à résister à des perturbations de natures diverses, par exemple en produisant de nouvelles formes de participation et de création. D'autres travaux appréhendent les formes de vulnérabilité des territoires (i.e., leur propension à être affectés négativement par diverses perturbations) comme facteurs de disparités et d'inégalités socio-spatiales. Une partie de ces travaux s'intéresse plus particulièrement aux liens entre contraintes, aménités ou nuisances environnementales et inégalités socio-spatiales, et à leur caractère cumulatif. Certains s'attachent plus spécifiquement à la question des inégalités environnementales, approchées à partir de la notion de justice sociale ou écologique.

Parmi les thématiques émergentes, on peut mentionner le développement de recherches sur les transformations de l'action publique, concernant notamment la place et la mobilisation des populations exposées dans les processus de décision et de gestion relatifs aux risques, et les travaux s'intéressant aux formes de report de risques sur les générations futures, qui interrogent la viabilité à long terme des modes contemporains d'organisation socio-territoriale. L'étude des liens entre changements environnementaux planétaires et dynamiques territoriales est un champ de recherches qui présente de fortes potentialités de développement y compris sous la forme de scénarios d'évolution du territoire, prenant en compte les mécanismes de localisation des ménages et des activités, les réseaux territoriaux des groupes sociaux et des individus et les pratiques de mobilité.

Qualité de vie, santé, bien-être

Les questionnements en termes de qualité de vie revêtent une importance croissante au sein de la section 39. Les recherches menées permettent d'éclairer tant la notion de durabilité (des espaces et des pratiques) que celle de désirabilité (qui renvoie à la perception individuelle ou sociale des qualités de l'environnement). La recherche de transversalités entre des approches techniques, écologiques et sociales de l'environnement a progressé ; de même que l'introduction de problématiques esthétiques et d'approches sensibles dans l'analyse des milieux de vie favorise l'articulation entre enjeux écologiques contemporains et processus de conception et de production de l'environnement construit.

La santé apparaît comme un enjeu transversal tout autant que thématique. La conception dominante qui sous-tend les travaux menés dans la section est que la notion de santé ne se rapporte pas seulement aux besoins de soins primaires ou à l'absence de maladies, mais relève

aussi d'approches intégrées combinant les dimensions économiques, culturelles, sociales, et environnementales à l'échelle d'un territoire. L'accès aux soins et le maintien de la qualité de vie sont appréhendés sous l'angle des inégalités territoriales et sociales et renvoient donc à des enjeux de planification sanitaire et de qualités de l'environnement tout autant qu'aux facteurs étiologiques. Cette approche conduit à s'intéresser également aux conditions et modalités de l'articulation entre démarches d'intervention, de prévention (des risques en particulier) et d'amélioration ou de préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Ressources et services écosystémiques, métabolisme, écologie territoriale

La gestion des ressources (notamment le fonctionnement des hydrosystèmes), les processus de transformation des sols et des paysages sont des domaines de recherche anciens et importants de la section 39. Ils structurent ou recourent les programmes de recherche de nombreuses unités relevant de la section. Deux lignes de recherche émergentes favorisent un certain renouvellement des travaux dans ces domaines.

Un premier ensemble de travaux à la croisée de l'économie, de l'écologie, de la géographie et des sciences politiques, s'attache à appréhender, mesurer, voire modéliser les services procurés aux populations humaines par les écosystèmes. Ces travaux sur les services écosystémiques apportent un éclairage complémentaire dans le domaine de la gestion intégrée des ressources environnementales, notamment au sein d'espaces sensibles tels que le littoral, les massifs forestiers ou les franges urbaines.

Un deuxième ensemble de travaux, de nature également interdisciplinaire, concerne les flux de matières et d'énergie mis en jeu dans le fonctionnement, la reproduction et le développement des systèmes territoriaux et, en particulier, des systèmes urbains. Ces travaux s'attachent à rendre compte des caractéristiques des flux en fonction des contextes étudiés : morphologie (par exemple : tissu urbain dense, multipolaire ou étalé), équipement infrastructurel, activités économiques, modes de vie... Ce courant de travaux, susceptible d'enrichir notre compréhension des dynamiques territoriales passées, présentes et futures, apparaît comme très prometteur.

Plus largement, les questions de recherche situées à l'articulation entre les changements environnementaux planétaires et les dynamiques territoriales, et notamment urbaines, paraissent devoir prendre une importance notable dans les années à venir. Les préoccupations relatives aux changements climatiques (et enjeux afférents d'atténuation et d'adaptation), à l'érosion de la biodiversité, à la raréfaction ou dégradation de ressources naturelles vitales ou stratégiques (eau, énergies fossiles), aux conflits d'usages des sols, etc. sont appelés à transformer (et transforment déjà) en profondeur les valeurs, les objectifs, les priorités de l'action collective à toutes les échelles. Les enjeux politiques, économiques, sociaux d'une maîtrise collective du « système Terre » sont évidemment

majeurs. Mais les enjeux de connaissance à l'articulation entre grandes disciplines (sciences humaines et sociales, de l'environnement, de la terre, de l'ingénierie...) sont également considérables.

2.2 - POPULATIONS, SOCIÉTÉS, MOBILITÉS

Les migrations font l'objet d'une attention soutenue, avec des lectures de plus en plus fines, notamment en termes de démographie, par exemple autour de l'étude des changements de pratiques matrimoniales et reproductives. L'évolution de la structure des ménages, l'essor de la monoparentalité et ses conséquences en termes d'appauvrissement et de vulnérabilité comme de segmentation géographique sont également pris en compte, permettant un dialogue avec d'autres approches relevant des sciences humaines et sociales. Un ensemble émergent de travaux sur le vieillissement des populations (portant notamment sur l'Europe) et ses conséquences sociales et spatiales fait écho à une importante tradition de recherche sur la transition démographique.

Ces travaux sont conduits aujourd'hui à différentes échelles spatiales (jusqu'à celle de l'individu) et temporelles (en prenant en compte le temps long des trajectoires biographiques même si les approches diachroniques restent encore insuffisamment développées). Pour autant, les besoins, contraintes, rapports à l'espace au cours des étapes de la vie sont intégrés, donnant à comprendre la singularité des pratiques et des représentations des différents groupes sociaux : les pratiques scolaires, le passage à l'âge adulte, les stratégies résidentielles, les « stratégies reproductives », l'évolution des besoins avec le vieillissement, etc. constituent autant de pratiques et de modes d'habiter qui changent au cours de la vie.

Liens et divisions sociales de l'espace

Le champ du *pouvoir et du politique* fait l'objet d'une attention soutenue dans les recherches sur les territoires. Cela n'est pas nouveau. Mais le constat se renforce et les sciences politiques occupent une place de plus en plus importante dans les questionnements de la section. On peut en outre relever une diversification des objets et des approches. Des analyses des phénomènes politiques *stricto sensu*, relancent et renouvèlent la géographie politique et électorale en s'intéressant aux opinions et à leurs expressions électorales, aux organisations politiques, à la constitution et au fonctionnement des systèmes politiques. Des recherches portant sur des conflits internationaux, des questions frontalières, des découpages territoriaux et des régionalismes, des conflits locaux et d'aménagement éclairent la question des rapports de pouvoir sur des territoires. Notons par exemple l'importance des travaux consacrés à la gouvernamentalité de la ville, aux conflits d'influence qui s'y exercent, à la « résistance » des habitants à certaines politiques publiques comme à certaines situations collectives (insécurité, inégalités environnementales, etc.). Les mobilisations collectives sont également étudiées, souvent replacées dans le contexte de la « crise de la modernité » et de la transformation des formes de légitimation de l'action

collective.

Les inégalités sociales comptent parmi les facteurs structurants des espaces comme des pratiques et des représentations socio-spatiales, et l'étude des *disparités socio-spatiales* constitue un champ thématique traditionnellement important de la section (et qui recoupe d'ailleurs le précédent). Les inégalités, la pauvreté et la marginalité, les marges, les discriminations se déploient dans de multiples configurations sociales et spatiales. Elles sont appréhendées de plusieurs manières, par exemple à travers la production de ces inégalités et des discriminations afférentes ; les groupes sociaux concernés par ou issus de ces dynamiques sociales, et leurs modes de vie ; les politiques publiques qui leur sont consacrées, leurs évolutions, leurs effets... Les ressources et les capacités d'adaptation ou de choix des individus et des groupes sont également prises en compte et analysées, par exemple, à partir de la ville « en creux » et de ses espaces de relégation. On peut également souligner le regain d'intérêt pour une lecture territorialisée de la stratification sociale, qui permet à la section 39 de contribuer au renouvellement des travaux sur la division sociale de l'espace.

Un autre courant de travaux porte sur les *questions identitaires, les rapports à l'autre*. Les processus identitaires servent de cadre de compréhension de ce qui dans l'espace crée des différences, des déséquilibres, des inégalités à l'heure où les pratiques et modes de pensée tendent à s'individualiser de plus en plus. Notons l'expansion des travaux sur l'ethnicité, les processus d'ethnisation, de catégorisation ethnique et les relations interethniques, appréhendés dans différents contextes : espaces urbains, relations minorités/majorités, conflits politiques et territoriaux, migrations internationales... Cette thématique doit son essor à la collaboration entre géographes, sociologues et anthropologues. Les religions font également l'objet d'une attention renouvelée, à la faveur de l'inscription renforcée des lieux de religion dans l'espace urbain et de la globalisation du fait religieux. Les travaux sont consacrés aux modalités de transcriptions spatiales du fait religieux, comme aux comportements religieux eux-mêmes.

À l'intersection entre dynamiques de la population et divisions sociales de l'espace, se trouvent les travaux, relativement peu développés en France, sur le *genre* ; mentionnons à titre d'exemple les travaux sur les femmes migrantes, les implications socio-spatiales de la division sexuelle du travail ou la construction spatiale de la masculinité. On se penche aussi sur la manière dont la différence construite des sexes contribue au regard porté sur le monde et sur l'espace, voire sur la construction des savoirs scientifiques (géographiques par exemple).

Genre, religion, ethnicité, culture font de plus en plus l'objet de travaux visant à appréhender toutes les nuances des hiérarchies sociales et de leurs implications spatiales. Et la compréhension des rapports des groupes et individus à l'espace s'imbrique de plus en plus dans des dynamiques sociales et politiques où les jeux de positions et différenciations sociales sont tout autant étudiés à partir de groupes sociaux que d'individus — lesquels sont entendus comme acteurs mais aussi comme agents,

comme consommateurs mais aussi et surtout comme producteurs d'espaces et de sens. Les travaux menés se sont ainsi attachés à prendre en compte la centralité de la figure du *sujet*, ce qui a conduit à porter les analyses au cœur des perceptions et représentations sociales et individuelles de l'espace et leurs conséquences sur les pratiques spatiales.

Soulignons enfin que parmi les thèmes émergents de la section figure le thème du *corps*, décliné à travers plusieurs questionnements connectés les uns aux autres : la nudité, le positionnement des corps dans l'espace, l'instrumentalisation des corps et les significations des traitements corporels dans des rapports de pouvoir mais également le corps comme présentation de soi dans la scène publique, les sexualités, le corps et la sensorialité spatiale pourvoyeuse de sens dans la production des ambiances, enfin le corps comme cadre d'analyse des pratiques spatiales et support de définition de nouvelles formes de praxéologie spatiale.

Mobilités et migrations

Les mobilités et les migrations constituent l'un des principaux champs de recherche de la section.

Les *mobilités quotidiennes* des habitants sont abordées dans leurs différentes facettes, mobilités de travail, d'approvisionnement, scolaires, de loisir, etc., lesquelles amplifient ou atténuent les divisions des espaces. Les recherches portant sur les mobilités quotidiennes se sont développées suite à une forte demande sociale de la part des collectivités territoriales qui ont multiplié les enquêtes ménages déplacements (EMD). Dans ce contexte, les méthodes de traitement se sont affinées pour à la fois mieux saisir le peuplement des quartiers d'une agglomération selon l'heure de la journée, ainsi que les pratiques spatiales des individus et leur gestion au sein des ménages : autant de recherches qui aident à décrire et à comprendre les enjeux interdépendants des politiques de transport, d'habitat, d'éducation et de tourisme. L'apport de la *time geography* a été majeur dans la compréhension des rythmes de déplacement, de la gestion du temps par les ménages et des contraintes de déplacement pesant sur le choix des lieux d'activité. Si les recherches contribuent à la définition de l'accessibilité entendue dans toutes ses dimensions (sociales, cognitives, spatiales, temporelles), d'autres travaux plus centrés sur les échelles pédestres participent à la définition des ambiances, à la différenciation entre modes d'habiter, et ce grâce à l'investigation non seulement des pratiques mais également des conduites des préférences spatiales et des représentations socio-cognitives de l'espace.

Les *mobilités résidentielles et migrations internes* font également l'objet de recherches nombreuses, y compris à l'échelle intra-urbaine. Ces recherches replacent les choix résidentiels dans des logiques individuelles, de ménage, professionnelles ou sociales (ethniques, religieuses, etc.).

Les lectures spatiales des *migrations internationales* constituent un domaine de recherche emblématique de la section. Les travaux récents ont permis des avancées notables, qu'il s'agisse de la mise en évidence de

l'existence d'espaces migratoires structurés par des logiques de réseaux sociaux, physiques et immatériels ; de la reconnaissance de la figure du migrant, acteur de sa trajectoire mais inséré dans des dynamiques collectives de taille et de nature variées ; de l'appréhension des enjeux sociaux, spatiaux et politiques des migrations, dont les logiques peuvent entrer en résonance, en dissonance ou en concurrence avec celles des États. La montée en puissance théorique et les réflexions menées autour de notions telles que les diasporas, les réseaux, la circulation migratoire, le transnationalisme, les espaces ou systèmes migratoires, ont permis de conforter la place des approches spatiales au sein des études migratoires.

Parmi les thématiques émergentes au sein de ce champ de recherche dynamique, notons d'abord la question des liens entre migrations et santé, qui fait écho à des travaux d'anthropologie et d'épidémiologie. Signalons également le développement d'études portant sur les entraves à la migration et aux déplacements (migrations forcées, asile, politiques migratoires et contrôles aux frontières, centres de rétention...) et reliant davantage les lectures spatiales des migrations à celles du pouvoir. Mentionnons enfin la thématique des migrations environnementales, qui fait l'objet d'une attention forte de la part des décideurs politiques et des organismes internationaux ; essentiellement abordée sous l'angle des réfugiés climatiques, elle est peu étudiée au sein de la section alors qu'elle se situe au croisement de plusieurs de ses spécialités.

Une avancée notable des dernières années est la remise en question de la césure entre les catégories d'analyse « mobilités » et « migrations », qui sont aujourd'hui davantage appréhendées comme un continuum de pratiques et de représentations spatiales dans le « paradigme de la mobilité » (qui fait écho au *mobility turn* en sociologie). La division classique ancrage/mobilité est fortement remise en cause. Il s'agit désormais d'analyser les déplacements dans l'espace, non plus seulement à des fins d'analyse matérielle et spatiale (infrastructures, aménités, etc.) mais à des fins de prise en compte du sujet (social), de son expérience et de son histoire de vie, et ce à différentes échelles spatiales, temporelles et sociales et à l'articulation entre ces échelles.

2.3 - VILLES ET TERRITOIRES

Les études urbaines ont connu au cours de ces quinze dernières années un renouvellement important. Celui-ci tient pour beaucoup à des collaborations interdisciplinaires si bien que les objets de recherche disciplinaires sont de plus en plus enchevêtrés : la recherche architecturale s'intéresse aux évolutions sociales des villes ; la géographie urbaine produit un nombre croissant de travaux sur les pratiques et les identités urbaines ; la sociologie urbaine tient compte de l'environnement des individus et des groupes ; etc. L'internationalisation des recherches urbaines s'est poursuivie, en termes de terrains comme de collaborations, et les sources de financement se sont diversifiées.

Dynamiques sociales et recompositions des territoires métropolitains

La diversité et la complexité des dynamiques affectant les espaces urbanisés deviennent difficiles à appréhender avec les modèles classiques du développement urbain.

Les travaux menés dans ce champ par la section 39 relèvent souvent de comparaisons nationales ou internationales (nord-nord, nord-sud ou sud-sud) sur des terrains le plus souvent situés dans des grandes métropoles. Ils questionnent la pertinence des schémas les plus couramment appliqués pour saisir la dynamique de la division sociale de l'espace : étalement urbain, gentrification ou ségrégations socio-spatiales. Les recherches qui montrent comment des périphéries urbaines se structurent en bassins de vie permettent de reformuler le débat qui, à la fin des années 1990, se posait en termes de ville dense vs ville diffuse. Le positionnement théorique aujourd'hui dominant consiste à placer les métropoles dans des dynamiques combinant polycentrisme et métropolisation, éclatement et cohésion, mixité et ségrégation, rural et urbain. Concernant l'évolution des centres anciens, la perspective selon laquelle les quartiers en amorce de gentrification auraient irrésistiblement vocation à s'embourgeoiser, est contredite par des enquêtes qui mettent en lumière les résistances développées par des usagers des lieux. L'analyse structurale des ségrégations urbaines est complétée par des approches qui mettent l'accent sur la privatisation des espaces publics, sur la diffusion de modèles de type « ensembles résidentiels fermés » et sur la disparité des lieux pratiqués par les individus dans la ville. Le croisement des perspectives architecturales, urbanistiques et d'aménagement avec les analyses socio-historiques des pratiques des usagers devrait contribuer à la compréhension des processus en jeu, notamment auprès des décideurs.

En raison de cette complexification des interactions sociales et des pratiques spatiales, les dynamiques sociales dans les villes sont appréhendées conjointement à différentes échelles spatiales — logement, quartier, centre, agglomération — ou temporelles — quotidienne, pluriannuelle ou séculaire. Il s'agit plus particulièrement de comprendre comment les nouveaux modes d'habiter contribuent à une réorganisation des régions urbaines, en particulier de leurs centralités, et comment en retour ces reconfigurations induisent de nouvelles pratiques de mobilités.

Systèmes de villes, métropolisation et polycentrisme

Les processus interdépendants de mondialisation et de métropolisation ont été au cœur d'un courant de travaux sur les systèmes de villes. L'Union Européenne, notamment, a soutenu financièrement des projets de recherche interdisciplinaires et transnationaux sur les modalités de fonctionnement des villes européennes. Les travaux ont mobilisé les modèles classiques de

développement des villes, en élaborant des typologies urbaines qui reposent sur des spécialisations fonctionnelles, d'attractivité et d'ouverture internationale. Intégrant différentes temporalités de l'évolution des systèmes de villes, ces recherches ont montré la permanence sur le temps long des hiérarchies urbaines et les vertus heuristiques des théories de la complexité pour affiner la compréhension des processus à l'œuvre.

La notion de polycentrisme continue d'être une grille de lecture importante de la dynamique des systèmes urbains. Répondant à la préoccupation des instances politiques européennes de corriger les effets des déséquilibres territoriaux sur les périphéries engendré par les processus de métropolisation, les questionnements ont porté sur l'évaluation des formes spatiales les plus à même de renforcer la cohésion et l'équité territoriales. Il convient cependant de ne pas réduire la forme des systèmes de villes à un modèle unique car il reste beaucoup à apprendre de la diversité de ces systèmes.

La recherche française a activement contribué au renouvellement des connaissances sur les échanges entre villes (échanges financiers, matériels, immatériels...) et sur les systèmes de villes. Toutefois, la difficulté et le coût d'accès aux données afférentes constituent des obstacles significatifs. Ce champ thématique fécond doit par conséquent être soutenu par la mise en place de conventions entre le CNRS et les organismes détenteurs de données.

Formes, ambiances et paysages urbains

Les recherches sur les formes urbaines se sont longtemps fondées principalement sur la typomorphologie urbaine, étudiant les relations entre typologie des édifices et morphologie de la ville dans différents contextes politiques, économiques, fonciers et sociaux. Géographes, architectes et urbanistes ont ainsi pu produire des monographies urbaines d'une grande diversité géographique et culturelle. Ces approches jouissent d'un regain d'intérêt important, notamment pour éclairer les rapports des sociétés urbaines à leur environnement naturel et construit à toutes les échelles spatiales et temporelles. Le lien avec d'autres disciplines comme l'écologie urbaine se constitue au-delà des simples dimensions techniques et biologiques, pour appréhender la relation homme-nature dans ses composantes sociale, sensible, culturelle, sanitaire et économique, en intégrant la question des services écosystémiques comme de la production agricole urbaine ou périurbaine. La thématique des formes urbaines tend à se diversifier, par la prise en compte des différentes caractéristiques du peuplement urbain (densités, organisation et distribution spatiales des groupes sociaux), des mobilités quotidiennes, des activités (emplois, services, commerces) et des réseaux de transport.

D'autres thématiques de recherche émergent aussi, s'intéressant aux dimensions sensibles des espaces habités et à leurs cadres matériels et construits, autour des notions de paysage et d'ambiance. Un nombre croissant

de laboratoires se saisit de ces domaines en les alimentant selon des approches très diverses. De fait, les ambiances architecturales et urbaines dans leur triple dimension sensible, physique et sociale sont un objet particulièrement propice à l'interdisciplinarité caractéristique de la section 39. Les travaux récents, menés notamment dans le cadre du PIRVE, portent sur les transformations consécutives au développement de la « nature en ville », qui se combine avec d'autres qualités de l'environnement construit convoquant également les pratiques des différents usagers de la ville. En traitant des rapports sensibles aux territoires de vie, il s'agit en particulier de s'interroger sur la multisensorialité et l'intersensorialité, sur l'articulation entre diverses échelles spatio-temporelles (dynamique territoriale qui englobe le rural, touché par l'étalement urbain), sur l'évolution des cadres socio-esthétiques de la ville, sur l'équilibre des écosystèmes et sur la qualification des espaces publics.

Systemes d'action territoriale

Le territoire, qu'il soit urbain ou rural (voire « rurbain »), est désormais généralement appréhendé comme une construction sociale, résultant de l'arrangement de multiples composantes (*lieux-places*, *gens-people*, institutions), qui met aux prises des acteurs occupant des positions et des rôles divers et porteurs de logiques divergentes, génératrices de conflits. Les caractéristiques de ces territoires et leurs évolutions doivent beaucoup aux actions de ces acteurs (qui ne sont pas tous des « acteurs locaux »), au sein de ce que l'on peut qualifier de systèmes d'action territoriale.

Parallèlement, un ensemble de travaux a porté sur les modes et les modalités de gouvernement et d'administration des territoires, mettant en évidence les inadéquations de leurs formes traditionnelles aux défis contemporains et ouvrant ainsi la voie à des questionnements sur les formes possibles de régulation des tensions et des conflits (coopérations conflictuelles, « coopération », coproduction, etc.). Ces travaux ont révélé les écueils rencontrés par les politiques sectorielles traditionnelles et recensé les exigences des nouvelles politiques intégrées, transversales et à prétention globale (cf. par exemple les politiques de développement durable à toutes les échelles spatiales, les agendas 21 ou, en France, les principes d'action sous-jacents à la LOLF et à la RGPP). Ces recherches mettent en lumière la nécessité de repenser les paradigmes et problématiques, de forger des instruments de mesures, de diagnostics, d'évaluation et de pilotage de l'action, d'envisager le recours à de nouvelles figures et organisations professionnelles et d'élaborer de nouvelles stratégies d'intervention donnant une plus grande place à des approches ascendantes (*bottom-up*).

Signalons enfin que les gouvernements urbains sont désormais appréhendés par les chercheurs comme des acteurs incontournables de la régulation politique, au sein de systèmes de gouvernance multi-niveau, comme de l'organisation de l'économie à l'échelle planétaire. Le « retour des villes » dans ses implications socio-spatiales à toutes les échelles constitue sans aucun doute un champ de recherche prometteur et important.

2.4 - INTERNATIONALISATION ET REGIONALISATION DU MONDE

Plusieurs unités de la section 39 sont structurées autour de l'étude d'une partie du monde, tandis que d'autres déploient une part importante de leurs activités sur des terrains étrangers, ou mènent des recherches comparatives qui confrontent des situations parfois très éloignées les unes des autres, en France et à l'étranger, au Nord et au Sud. L'internationalisation croissante de la recherche est reflétée par le nombre de programmes de recherche, de partenariats et de publications à l'international. Ces travaux à l'étranger s'appuient souvent sur des partenariats avec des institutions de recherche locales, ou avec d'autres organismes français comme l'IRD (dont les Unités de Recherche sont en cours d'UMRisation, parfois en lien avec le CNRS), ou encore sur les centres de recherche français à l'étranger, rattachés au CNRS sous la forme d'UMIFRE (Unités mixtes françaises à l'étranger), elles-mêmes en cours de regroupement au sein d'USR (Unités de service et de recherche) structurées à une échelle continentale ou sub-continentale. La mise en place de structures transversales de recherche comme l'Institut des Amériques va dans le même sens. Tous ces éléments contribuent à reconfigurer le paysage scientifique des recherches menées, au sein de la section 39, sur les espaces et les sociétés situés hors de France.

Flux et réseaux mondiaux : l'internationalisation des espaces et des sociétés

La multiplication des flux internationaux et les dynamiques spatiales qui en découlent constituent un premier champ de recherche. Dans un monde caractérisé par une organisation géopolitique en rapide évolution et par l'attractivité croissante de certains pays émergents, les thématiques de la mondialisation et de la globalisation, comme celle de l'internationalisation des échanges, ou encore celle de la « régionalisation » du monde (c'est-à-dire l'émergence de grands ensembles supra-nationaux), ont connu une montée en puissance dans le champ des SHS au cours des deux dernières décennies. Ces notions renvoient à des questionnements classiques pour la section 39, qui ont trait aux façons dont les processus économiques, sociaux et culturels sont susceptibles de transcender les frontières nationales et de transformer les territoires et les sociétés, dans un contexte où le cadre des Etats nationaux, autrefois prééminent, perd de son importance relative au profit des interactions directes entre le local et le global.

Les recherches portent tant sur les flux d'hommes (à commencer par les migrations internationales, mais en s'élargissant à toutes les formes de circulations transfrontalières, y compris le tourisme) que sur les flux de capitaux, de biens (matières premières, denrées agricoles, produits manufacturés, etc.) ou de services, ou encore sur des flux immatériels (flux d'informations), qui ne structurent pas seulement des espaces virtuels, ou encore de la circulation planétaire des idées, de la culture et des mouvements d'opinion, qui contribuent à façonner un

monde de plus en plus « globalisé », même si les signaux ainsi diffusés à l'échelle planétaire se brouillent parfois au cours du processus et se chargent souvent de significations diverses d'une région à une autre. Cette fluidité accrue du monde est rendue possible par l'existence de réseaux structurés à une échelle internationale. Le fonctionnement de ces réseaux est important pour comprendre les logiques de la mondialisation : réseaux urbains (qui constituent le premier des réseaux et le support de tous les autres), réseaux d'entreprises, réseaux techniques, mais aussi réseaux sociaux, dont on connaît l'importance pour le fonctionnement des migrations internationales par exemple.

Les nombreux travaux menés au sein de la section 39 sur ces flux et réseaux internationaux, matériels et immatériels ont contribué à éclairer les dynamiques spatiales qui découlent de la fluidité et de la « réticularité » croissantes du monde, y compris les formes de réorganisation des systèmes productifs à l'échelle mondiale.

Découpages et régionalisations du Monde

Les découpages traditionnels du monde reposent sur une logique continentale (l'Europe, l'Afrique...), maritime (la Méditerranée, la Caraïbe...), économique (le « Nord » et le « Sud »...), politique (l'Union Européenne, le Mercosur...) ou encore sur une logique « d'aires culturelles », supposées homogènes (l'Amérique latine, le monde arabe...). Ces découpages par grands ensembles offrent une trame assez rigide, souvent dépassée par la rapidité de l'évolution géopolitique du monde et par la logique même de la diffusion spatiale des phénomènes observés.

Le cas de l'Europe, qui mobilise un nombre croissant de chercheurs au sein de la section 39 et qui bénéficie de financements de recherche en pleine expansion, illustre parfaitement la rapidité des recompositions territoriales à l'échelle planétaire ; une évolution qui constitue un objet de recherche en soi. En effet, avec l'élargissement de l'Union Européenne, la question de la définition conceptuelle de l'Europe est posée, notamment par des travaux portant sur les limites de l'Europe. Cette question se décline aujourd'hui souvent en termes d'articulation et de mises en réseaux, à l'image des discussions actuelles sur la construction d'un espace euro-méditerranéen. A l'échelle européenne, l'étude des dynamiques territoriales et sociales se décline souvent sur des thématiques spécifiques. Citons notamment : la reconversion des anciens foyers industriels ; la résilience du modèle urbain européen ; l'arrimage des espaces périphériques au centre européen ; les coopérations régionales à l'intérieur de l'espace communautaire ou entre l'Europe et les régions voisines (Turquie, pays de l'ex Bloc de l'Est) ou encore la mobilité croissante des populations en Europe et les recompositions de leurs espaces de vie. L'espace européen est également investi largement par les études portant sur l'évolution des réseaux urbains, des réseaux de transports ou des stratégies territoriales des entreprises par exemple.

Les questions de compétitivité et de cohésion du territoire

européen occupent une place importante dans les recherches. Les régions et les villes européennes sont de ce fait analysées au travers d'un grand nombre de facteurs qui permet de qualifier leurs performances socio-économiques et d'évaluer les dynamiques contemporaines de développement du territoire européen, entre des formes de monopolisation qui renforcent les grands centres métropolitains et des formes plus polycentriques qui favorisent un aménagement territorial plus équilibré.

Dans cet ensemble européen, le regard porté sur l'Europe ex-communiste, souvent nommée Europe centrale et/ou orientale, a évolué. Pendant une décennie, et alors que les catégories « Est » et « Ouest » étaient encore vivaces, c'est essentiellement la sortie du communisme et la notion de « transition » qui ont polarisé l'attention, à travers des travaux sur les recompositions de l'organisation administrative et territoriale, de l'agriculture et des espaces ruraux, des réseaux urbains et de l'organisation des villes, des systèmes de transport, des régions frontalières, des phénomènes migratoires ou encore des questions identitaires et minoritaires. Aujourd'hui, alors que la majeure partie de ces Etats ont été intégrés à l'Union Européenne ou ont développé avec elle des partenariats étroits, la préoccupation majeure est celle de la convergence ou non des évolutions observées dans les nouveaux et dans les anciens Etats membres. Une part importante des travaux actuels porte sur l'« européenisation » de cette partie de l'Europe, qui contribue à effacer en partie les catégories anciennes de l'Est et l'Ouest.

Hors d'Europe, plusieurs grands ensembles régionaux continuent de s'affirmer comme des périmètres d'étude pertinents : l'Amérique du nord (Etats-Unis et Canada principalement) ; l'Amérique latine (incluant ou non la Caraïbe) ; le Maghreb, le Machrek et/ou le Monde arabe ; l'Afrique subsaharienne (au sein duquel l'espace francophone est traditionnellement davantage investi) ; la Péninsule indienne, l'Himalaya, l'Australasie, le Japon et, désormais, la Chine. Un même espace peut d'ailleurs appartenir à plusieurs ensembles régionaux renvoyant chacun à des questionnements spécifiques.

En outre, des espaces autrefois peu investis par la section 39 y prennent progressivement leur place. Mentionnons en particulier : l'Afrique anglophone (notamment orientale et méridionale) ; les espaces de confrontation et formes d'intégration dans les Amériques (Mexique - Etats-Unis, espace caraïbe, nouvelles ententes régionales comme le Mercosur ou la CAN) ; les pays et régions issues du démantèlement de l'ancien bloc de l'Est ; le golfe persique qui est devenu aujourd'hui un espace aussi contrasté que peut l'être le bassin méditerranéen ; la Chine et son aire d'influence qui ne cesse de s'étendre, en Asie méridionale et au-delà ; etc.

Les « aires culturelles » restent partiellement structurantes au sein de la section et l'identité d'une part non négligeable des unités reste fortement définie par l'étude pluridisciplinaire et plurithématique de telle région du monde. Il est à noter pourtant que, dans les réponses à l'enquête menée en septembre 2009, la notion d'aires culturelles n'a guère été mise en avant. Cela reflète le fait qu'une part croissante des recherches menées dans des régions hors de

France et hors d'Europe présente un ancrage davantage thématique que régional. En contrepartie, l'éclatement des pays du « tiers-monde » n'a pas donné lieu à de nouveaux schémas explicatifs de l'état du monde ; les constats sur la pauvreté et la marginalisation grandissante de certaines parties du globe, tout comme l'observation des économies émergentes, ne peuvent occulter le manque de vision globale sur les transformations de ce qu'on a appelé un temps le « système-monde ».

2.5 - METHODES ET OUTILS

Du fait de son large spectre disciplinaire et thématique, la section 39 mobilise des méthodes et outils divers. Outre les développements spécifiques relatifs à l'analyse spatiale et la modélisation, aux démarches qualitatives, et à la constitution et la mise à disposition de bases de données et de corpus, un enjeu actuel important a trait à l'intégration de ces méthodes et outils.

Analyse spatiale et modélisation

De nombreux laboratoires de la section 39 s'inscrivent dans une démarche méthodologique fondée sur l'analyse spatiale et la modélisation en recourant à des outils tels que les systèmes d'information géographique. Cette caractéristique est d'ailleurs partagée avec d'autres champs disciplinaires au sein desquels l'étude de la dimension locale des phénomènes, notamment environnementaux, implique la prise en compte des diverses échelles spatiales et temporelles. Cette tendance est accentuée par l'importance croissante des processus de recherche collectifs et dans certains cas finalisés, mis en œuvre par des programmes à vocation interdisciplinaire et au sein de structures institutionnelles pluridisciplinaires qui fédèrent les laboratoires (Maisons des Sciences de l'Homme INSHS, Observatoires des Sciences de l'Univers INSU, Observatoires Hommes-Milieu INEE).

La production de données spatiales issues de dispositifs de terrain, de plateformes aériennes et satellitaires est un enjeu d'actualité renouvelé par un contexte technologique extrêmement actif. Par exemple, la multiplication des capteurs de résolutions spatiale et spectrale de plus en plus fines, favorise *a priori* la connaissance des milieux. Néanmoins cette disponibilité de données multi-sources, multi-résolutions et multi-dates, impose la mise au point et l'utilisation de techniques adaptées à l'extraction d'informations géographiques pertinentes, à la fusion de données hétérogènes, à l'assimilation dans des modèles ainsi qu'une mise en œuvre de techniques d'analyse de données spécifiques. Si les bases de données 2D restent fondamentales, la 3D est en plein essor, au niveau tant du mode de représentation (modèles paysagers, modèles de diffusion, environnements virtuels et « réalité augmentée »...) que de sa perception par différents groupes d'acteurs dans des processus participatifs visant à sensibiliser le public aux enjeux territoriaux. Enfin, dépassant la mise à disposition d'informations « brutes », la compréhension du fonctionnement et de l'évolution des systèmes dans lesquels nous évoluons rend indispensable la mise au point de modèles dynamiques.

Avec la mise à disposition d'un nombre croissant de données désagrégées et l'intérêt grandissant accordé à l'espace vécu, au rôle des représentations individuelles et collectives dans les dynamiques spatiales, à la fabrique des territoires par et pour les groupes et individus, l'analyse spatiale et la modélisation se sont largement ouvertes aux relations individu-espace, sans délaisser pour autant l'analyse du fonctionnement des territoires. L'analyse spatiale supportée par les techniques de recueil des comportements spatiaux *via* le GPS permet de décrire finement les contextes de vie des groupes sociaux et des individus en attachant une place toujours plus importante aux micro-échelles. Par ailleurs, les méthodes de géosimulation ont connu un net développement en recherche fondamentale et appliquée. La plupart des modèles réalisés au cours de ces dernières années consistent en des protocoles de simulations individus-centrés destinés à appréhender les navettes, les déplacements de consommation ou de loisirs d'individus. Dans certaines recherches concernant les déplacements individuels quotidiens, en milieu urbain notamment, la *time geography* a été retenue comme cadre conceptuel et formalisée à travers la simulation multi-agents. D'autres travaux, plus récents et en plein développement, utilisent les systèmes multi-agents dans une modélisation d'accompagnement des processus de concertation. Les géosimulations sont également utilisées à des fins d'aménagement et de prospective, qu'il s'agisse de modèles d'automate cellulaire ou de modèles spatio-morphologiques destinés à comprendre le fonctionnement territorial et anticiper les transformations de l'occupation des sols et des territoires de pratiques. Parallèlement et toujours dans une optique d'aide à la décision, à la médiation et à l'apprentissage, de nouvelles recherches sont engagées en statistiques ainsi qu'en analyse d'images, pour forger des indicateurs d'état ou de suivi de transformations. Les applications dédiées à des territoires à fort enjeu environnemental (villes, littoraux, espaces naturels très fréquentés...), actuellement en plein développement, obligent aussi à prendre du recul et à mener des analyses réflexives quant à l'usage et à l'opérationnalité de ces démarches fondées sur les technologies de l'information géographique.

Notons enfin que le couplage croissant de données agrégées et désagrégées, d'informations émanant de sources de natures diverses, d'échelles différentes, et souvent caractérisées par une forte variabilité tant dans la connaissance du fonctionnement des phénomènes que dans la précision de leur localisation, exige d'inventer de nouvelles méthodes de spatialisation et de modélisation intégrant de manière plus robuste l'incertitude et l'aléatoire.

Démarches qualitatives

L'exploration et le développement de méthodologies qualitatives originales en matière d'études des dynamiques territoriales et des pratiques spatiales représentent une évolution récente notable. Articulées de manière croissante à des approches quantitatives, ces démarches visent souvent à se situer au plus près de l'expérience habitante, en proposant de rendre compte de la relation qu'entretiennent les individus à leur cadre de vie. Elles sont apparues sous l'impulsion des questions de gestion environnementale qui amènent à devoir

appréhender conjointement les dimensions techniques, physiques et matérielles des territoires et les dynamiques politiques, sociales et culturelles qui s'y déploient et qui les transforment.

Sont ainsi étudiées les représentations, les perceptions et les pratiques constitutives du vécu quotidien d'un territoire, de sa production, de sa préservation, voire de sa compétitivité. Empruntant à de nombreux champs disciplinaires tels que microsociologie, psychologie environnementale, géographie sociale, anthropologie urbaine ou éthologie humaine, ces méthodologies se traduisent dans des dispositifs d'enquête et dans des catégories d'analyse parfois très spécifiques, ainsi que dans la mise en œuvre de quasi-expérimentations. Une place fondamentale est accordée au contexte et à l'inscription spatiale et temporelle des vécus habitants.

C'est ainsi que de nombreux travaux se fondent sur des approches *in situ* qui permettent, dans certains cas, d'observer dans leur réalité concrète les pratiques habitantes et, dans d'autres, de faire varier la nature, la forme, la structure, l'histoire des espaces ainsi que toutes caractéristiques de contexte conditionnant le vécu et les dynamiques habitantes. Un des enjeux importants est de mettre à jour les processus à partir desquels des contextes spatio-temporels s'articulent à des appartenances socio-culturelles. Il en va également ainsi de la prise en compte accrue des dynamiques temporelles dans l'analyse socio-spatiale.

Il convient, par ailleurs, de mentionner la part croissante des outils multimédias et de divers supports matériels (photographies, cartes, enregistrements sonores et vidéographiques...) au sein des dispositifs d'enquête et d'analyse. Ces outils contribuent non seulement à renouveler les approches de terrain et l'appréhension des interactions enquêteur-enquêtés mais également à accroître la précision des données contextuelles. Ces médiations techniques sont d'autant plus utiles et pertinentes qu'un ensemble croissant de recherches traite des environnements sensibles urbains et des engagements esthétiques situés.

L'approche qualitative dans la construction d'outils de recueil de données des pratiques, des représentations et des conduites des groupes et des individus, impose dans certaines circonstances, de renouveler la forme et le contenu des techniques (*focus group*, observation discrète ou embarquée, etc.). C'est le cas des techniques de recueil de données labiles, le cas aussi de recherches s'intéressant aux phénomènes sensibles et aux nouvelles formes de communication (utilisation de forums, du Web) ou encore les situations d'enquête impliquant des populations concernées par des phénomènes spécifiques sollicitant régulièrement les chercheurs (cas de la santé, des inégalités sociales et environnementales, de la jeunesse, etc.).

Soulignons enfin que la mobilité n'apparaît pas seulement comme objet de recherche mais également comme condition concrète de l'investigation. Nombreuses sont les propositions qui mettent en œuvre le déplacement, les trajets ou le mouvement comme cadre pragmatique de

saisie d'un terrain. La marche est le mode de déplacement privilégié au sein de ces techniques d'enquête dynamiques.

En prenant la mesure de la complexité des phénomènes étudiés, ces méthodologies reposent souvent sur des triangulations multiples. Utilisées conjointement, elles enrichissent les données de terrain et peuvent faciliter les analyses comparatives. Dans les démarches interdisciplinaires, elles favorisent les analyses multi-niveaux, la complémentarité des dimensions prises en compte dans les processus observés et la construction inductive de théories ou de modèles.

Bases de données et corpus : contribution, usages

Dans le contexte actuel où les liens entre sciences et sociétés sont de plus en plus débattus, la disponibilité de connaissances perfectibles et appropriables *via* des plateformes interopérables accessibles par le web devient indispensable (cf. la directive européenne *Inspire*). Il convient de réfléchir sur les pratiques de recherche, la qualité et la nature de l'information diffusée, les conditions de son appropriation sociale. Les chercheurs en sciences sociales amènent des points de vue épistémologiques spécifiques et développent de plus en plus souvent des perspectives conjointes avec les chercheurs qui utilisent les outils de la lecture spatiale. Le développement des approches qualitatives et géomatiques nécessite des corpus importants et diversifiés : textuels, iconiques, audiovisuels, bases d'information géographique. La constitution de ces corpus est un domaine important de recherche et d'innovation technologiques : indexation informatisée de textes et d'images, traitement des documents audiovisuels, traitements croisés entre bases de données...

En ce qui concerne l'information géographique, le besoin exprimé au niveau international de mise à disposition du public de données de meilleure qualité pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ayant un impact direct ou indirect sur l'environnement conduit actuellement à la mise en œuvre d'Infrastructures de Données Spatiales (IDS). A l'échelle nationale, les auteurs du présent rapport se félicitent de la facilitation progressive de l'accès aux données géoréférencées produites par divers organismes publics et appellent à la poursuite de ce mouvement. A l'échelle locale, les chercheurs déplorent la difficulté à mener une analyse spatialisée des données issues du recensement de la population rénové dont la collecte est échelonnée sur plusieurs années et dont l'échantillonnage n'est pas exhaustif en contexte urbain.

3 - ENJEUX TRANSVERSAUX

Le rapport de conjoncture de 2004 de la section 39 comportait un recensement d'enjeux transversaux méritant « une grande vigilance au cours des années à venir ».

Six ans plus tard, certains de ces enjeux sont devenus des thématiques structurantes de la section. Il en va ainsi des questions de « mobilités, migrations et nouvelles

configurations socio-spatiales » ; d'informations et traitement de données ; et dans une certaine mesure du « rapport du territoire au politique » (une proportion croissante et désormais importante des unités de la section, par exemple, affiche la science politique comme l'une de ses disciplines de référence).

D'autres thèmes continuent de traverser les différents domaines de recherche de la section : échelles et niveaux d'organisation ; dynamiques et temporalité — prenant un relief particulier à l'heure des changements environnementaux planétaires et du développement durable — mais aussi la « question de l'image ».

Une piste de réflexion complémentaire mérite peut-être d'être mentionnée en conclusion du présent rapport. Elle découle du renouvellement progressif des paradigmes relatifs aux « savoirs scientifiques en société ». A la question de l'usage du savoir se combine désormais celle de la genèse de savoirs hybrides, à l'articulation entre savoirs savants, experts et ordinaires. Cette question prend un relief particulier pour la section 39 dont les questionnements de recherche entretiennent des liens étroits avec l'action collective (aménagement de l'espace, urbanisme, politiques environnementales ou migratoires, etc.) Une interrogation réflexive sur les tenants et les aboutissants de ces savoirs hybrides apparaît donc comme un champ prioritaire d'investigation collective.

ANNEXES

Annexe 1 : Sigles

CAN : Communauté Andine
 ERL : Equipe de recherche labellisée
 FRE : Formation de recherche en évolution
 GDR Groupement de recherche
 GPS : Global Positioning System (système satellitaire de géolocalisation)
 IRD : Institut de Recherche pour le Développement
 ITA : Ingénieurs, techniciens, administratifs
 MEEDDM : Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer
 Mercosur : « Marché commun du Sud » (communauté économique des pays d'Amérique du Sud)
 MSH : Maison des sciences de l'homme
 PIRVE : Programme interdisciplinaire de recherche Ville et Environnement (CNRS-MEEDDM)
 UMI : Unité mixte internationale
 UMIFRE : Unités mixtes des instituts français à l'étranger
 UMR : Unité mixte de recherche
 UMS : Unité mixte de services
 UPR : Unité propre de recherche
 USR : Unité de service et de recherche